

« LA POLITIQUE DE LA VILLE AUJOURD'HUI ET DEMAIN » :

ÉCHANGES ENTRE
HERVÉ GUÉRY & RENAUD EPSTEIN



SYNTHÈSE DE DÉBAT
RÉSEAU NATIONAL
CRPV

« La politique de la ville aujourd'hui et demain »

échanges entre Hervé Guéry et Renaud Epstein

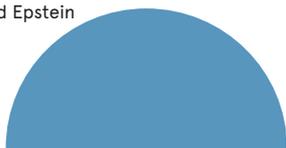


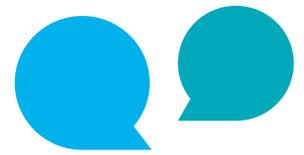
Dans le cadre de la 5^{ème} rencontre du Réseau national des centres de ressources politique de la ville, Hervé Guéry et Renaud Epstein¹ ont participé, le 29 janvier 2021, à un débat sur le présent et l'avenir de la politique de la ville, au prisme notamment de la crise de la Covid-19. Il fut animé par Leïla Khouiel, journaliste, directrice éditoriale de l'Agence des Quartiers. Le texte qui suit reprend in-extenso les propos des intervenants.

Leïla Khouiel : Le Premier ministre Jean Castex a participé à un comité interministériel des villes le 29 janvier 2021, à Grigny. Un déplacement en Essonne qui marque la première étape du plan « égalités des chances » promis par Emmanuel Macron. Au programme : une enveloppe de 3,3 milliards d'euros destinés à financer une série d'actions en faveur des habitants des quartiers prioritaires. Au-delà du milliard d'euros déjà alloué dans le cadre du plan de relance, 2,3 milliards d'euros supplémentaires seront attribués à ces quartiers. En sus, 2 milliards d'euros vont être ajoutés aux 10 milliards déjà prévus pour le nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU). Ces annonces assorties de budgets peuvent laisser croire que les quartiers dits prioritaires bénéficient d'un traitement préférentiel. En fait-on plus ou trop pour les quartiers politique de la ville (QPV) ?

Renaud Epstein : Emmanuel Macron nous a toujours dit qu'il ne voulait pas de plan banlieue, car « ça fait 40 ans qu'on le fait, et ça ne fait que renforcer l'assignation, on va faire autre chose ». Pourtant, là, il nous annonce son plan banlieue. Mais attention aux effets d'annonce

¹ Hervé Guéry est directeur du Compas, bureau d'études spécialisé dans l'observation sociale des territoires. Renaud Epstein est sociologue, maître de conférences en sciences politiques à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, chercheur au centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales.





sur les banlieues, il faut regarder dans le détail. On annonce une enveloppe de 3,3 milliards. Il y a un milliard sur les cent milliards du plan de relance qui a déjà été annoncé. Cette somme correspond à la demande assez stupéfiante de Ville et Banlieue ², comme si un 1%, ça allait être une grande conquête alors que ces quartiers représentent 7 à 8% de la population française. En réalité, la question est la suivante : où vont aller les 99 milliards restants ? S'ils bénéficient également autant aux habitants des quartiers qu'au reste de la population, alors ce milliard supplémentaire est très bien. On sait que la réalité n'est pas celle-là. On annonce aussi 2 milliards d'euros supplémentaires pour le NPNRU. Mais pour combien de temps ? Ces 2 milliards ne sont pas des crédits de l'État mais des financements qui vont être très largement captés dans les caisses d'Action Logement, donc sur les cotisations des entreprises et des salariés. Ces annonces ne sont donc pas à la hauteur des enjeux. Il s'agit de communication politique. Le volet concernant l'égalité des chances, dont Emmanuel Macron nous parle depuis sa campagne de 2017, n'avance pas. Il n'y a toujours pas de politique de lutte contre les discriminations alors qu'il s'agissait de la seule mesure que Macron avait annoncé récupérer du plan Borloo ³. Il n'y a toujours pas d'avancée sur l'objectivation des moyens dévolus aux quartiers. Est-ce qu'on en fait plus ou pas pour les quartiers ? Comment le savoir ? Toutes les études dont on dispose sur les politiques de droit commun de l'État disent la même chose : on a beau mettre des crédits fléchés et spécifiques pour les quartiers, les moyens supplémentaires accordés au titre de ces programmes spécifiques ne compensent pas l'inégale allocation des moyens au titre des politiques de droit commun. Tant que l'on n'aura pas objectivé cela de manière plus systématique, on va continuer comme depuis quarante ans. On annonce des milliards, ce qui produit un effet pervers, une lassitude nationale et un véritable ressentiment alimenté par des politiques qui consiste à dire : « On en fait trop pour les quartiers, les Noirs et les Arabes, pendant que la vraie France populaire, celle des petits Blancs de la France périphérique, souffre ».

Hervé Guéry : Lorsque l'on annonce un certain nombre de mesures, ça me semble intéressant de savoir quelle est la stratégie que l'on a au bout du compte. En l'occurrence, ici, j'ai du mal à voir la ligne politique et les aspects concrets de ces mesures. Il y a quand même des évolutions positives qui font leur preuve comme le dédoublement des classes en CP et CE1. Il faut souligner les choses qui fonctionnent. Sur la question

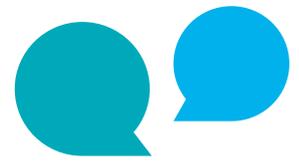
de l'égalité des chances, rien ne permet d'affirmer que l'on va dans cette direction, à savoir qu'on en fait plus ou trop pour les quartiers. Ainsi, il est possible de regarder les politiques de droit commun d'État, mais difficile de savoir comment les élus locaux mettent en œuvre des politiques volontaristes pour donner plus de moyens. Il est intéressant de se pencher sur la disparition de la taxe d'habitation (14 milliards d'euros). Quand on la territorialise, les territoires de la politique de la ville sont les plus perdants. Cette mesure n'a eu aucun bénéfice pour les habitants des quartiers ni aucun impact de développement territorial. Il faut déconstruire la représentation qui consiste à dire que l'on fait tout pour les quartiers et rien pour les autres territoires. Ce type d'argument est faux. Les études montrent que les politiques publiques locales sont très peu utilisées par les habitants des quartiers prioritaires. Par exemple, si on regarde la redistribution que fait la collectivité, un enfant dans un quartier de la politique de la ville coûte beaucoup moins cher et fait faire d'importantes économies aux collectivités locales. L'argent public global revient plutôt aux ménages de classe intermédiaire, moyenne ou supérieure, qui ont le sentiment de financer la restauration scolaire des enfants les plus pauvres, alors qu'en réalité c'est le budget global qui les finance plus que pour les enfants les plus pauvres. Il y a donc besoin d'un constat de départ pour affirmer une position, d'où la nécessité des outils d'évaluation et des moyens d'objectiver la politique de la ville.

Leïla Khouiel : *Hervé Guéry, contrairement à Renaud Epstein, vous n'abordez pas la question ethno-raciale dans vos méthodes d'évaluation et dans vos travaux. Est-ce à dire que ça n'est pas un élément déterminant qui permet d'objectiver la politique de la ville ?*

Hervé Guéry : C'est un sujet complexe et difficile à affronter en termes d'analyse. On essaie, au travers d'un certain nombre de travaux, de faire apparaître les effets de discriminations. Des travaux sur la discrimination existent territoire par territoire ainsi que des éléments objectifs sur les niveaux de formation des personnes issues de l'immigration. Il existe également des tentatives de faire ressortir des indicateurs sur les immigrés. Un constat : on observe aujourd'hui une nette diminution du taux d'activité des femmes dans plus d'un quartier sur deux. Depuis le début des années 1990, à la différence des autres

² L'Association des Maires Ville & Banlieue de France fédère un réseau d'élus sur l'ensemble du territoire national (NDLR).

³ Rapport sur les banlieues françaises remis en avril 2018 par Jean-Louis Borloo, ancien ministre de la Ville, au premier Ministre (NDLR).



territoires, et notamment des villes périphériques, où le taux d'activité féminin a considérablement explosé au cours des trente dernières années, il a baissé dans les quartiers prioritaires. Cette situation est à mettre en lien avec la question des origines, du port du voile, des discriminations, de pratiques communautaires ou familiales. Toutefois, j'avoue ma grande difficulté à mener des travaux plus fins sur cette question qui nous ramène à une approche plus qualitative d'une analyse plus complexe à mener. Nous ne sommes ni très à l'aise ni armés tant que nous n'aurons pas tous les outils de mesure que nous aimerions avoir.

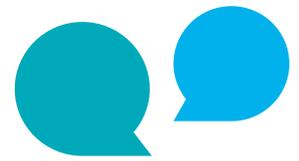
Renaud Epstein : Sur la question des informations statistiques ou de l'intégration de catégories ethno-raciales dans le recensement ou dans une série d'informations statistiques, contrairement à ce que l'on croit souvent, ça n'est pas interdit en France mais précisément encadré et tout à fait possible dans le cadre d'études et de recherches dès lors qu'elles portent sur des objets jugés légitimes. C'est aussi possible à l'échelon local. Il y a une culture très color-blind⁴ et une sorte de malaise du fait de nos traditions universalistes mais il n'y a pas d'interdit en France. Dans le cadre de la politique de la ville, c'est d'autant plus stupéfiant et problématique de ne pas intégrer cette question. En France, on a un usage purement métonymique de la politique de la ville. On désigne le contenant pour désigner le contenu, on cible des quartiers car on n'arrive pas à cibler des individus sur la base de leurs origines. On a donc choisi ce proxy que sont les quartiers qui regroupent de façon croissante les minorités visibles. Or, cela pose doublement problème : tous les Noirs et les Arabes n'habitent pas dans les quartiers, loin de là, et dans les quartiers, il n'y a pas que des Noirs et des Arabes. Quand on parle de mixité sociale, on voit bien que la question ethno-raciale est centrale dans les préoccupations politiques. Il existe un vrai problème à ne pas sortir de ce détour territorial pour traiter un certain nombre de difficultés qui s'expriment en termes de discriminations.

Leïla Khouiél : *La politique de la ville, depuis plus de quatre décennies, a pour but de réduire les écarts entre les quartiers urbains défavorisés et les autres quartiers des mêmes agglomérations, tout en améliorant les conditions de vie de leurs habitants. Pourtant, celle-ci n'empêche pas les inégalités de se creuser. En effet, les dix dernières années de dispositifs n'ont pas réduit*

l'écart entre les quartiers pauvres et environnants. Le dernier rapport de la Cour des comptes publié en décembre 2020 éveille une fois de plus la politique de la ville, cette fois sur la question de l'évaluation de l'attractivité des quartiers prioritaires, qui est un des objectifs clefs de cette politique publique. Les conclusions de ce rapport sont claires : en dépit des moyens financiers et humains déployés, l'attractivité des quartiers a peu progressé en dix ans, entre 2008 et 2018. La cour des comptes, mais elle est loin d'être la seule, a fini par installer l'idée d'une inutilité de la politique de la ville. Dès lors, on peut se poser la question : faut-il encore une politique de la ville en France ?

Renaud Epstein : D'abord, le rapport de la Cour des comptes, le 10^{ème} ou le 8^{ème}, sur la politique de la ville est toujours très critique. Mais dès lors que la Cour des comptes se saisit d'un objet, c'est critique. Je trouve qu'il n'est pas inintéressant ce rapport, il est nettement meilleur que les précédents. Au moins la démarche employée est un tout petit peu plus « carrée » que les précédentes. Le problème central, c'est qu'on ne questionne pas l'objectif d'attractivité. Non, l'attractivité des quartiers ne s'est pas améliorée. Pourtant, c'était l'objectif qui était privilégié par la rénovation urbaine. Mais quel est le véritable problème ? Est-ce que c'est le fait que l'attractivité ne s'est pas améliorée ou est-ce que c'est le fait que la politique de la ville soit, depuis vingt ans, focalisée sur cet objectif d'attraction de ressources de l'extérieur ? Le tout avec l'idée que la mixité sociale résout tous les problèmes et que la mixité ne peut être conçue que de façon exogène et non de façon endogène. Est-ce que l'objectif c'est bien d'en faire des quartiers comme les autres ? Est-ce qu'il n'y a pas d'autres objectifs ? Est-ce que c'est un problème d'avoir des quartiers populaires ? Si le fait d'être dans des quartiers populaires est un handicap pour ceux qui y résident, alors oui c'est un problème mais peut-être pas tant que ça. Il y a un vieux débat de la politique de la ville qui pose la question : est-ce que ces quartiers sont des sas ou des nasses ? Est-ce que ce sont des sas ? On y arrive, il y a toujours des gens toujours plus pauvres qui arrivent mais ça leur permet de rebondir et de s'inscrire dans des parcours promotionnels. À ce moment-là, le fait que ce soit des quartiers très populaires qui n'attirent pas les gens de l'extérieur, ce n'est pas un problème. Si le fait d'arriver dans ces quartiers, c'est encore plus de handicaps pour ceux qui en ont déjà beaucoup, (ça ne va pas) transformer la population de ces quartiers. Ce

⁴ Selon Patrick Simon (2019), il s'agit d'une « démarche selon laquelle les distinctions ethniques ou raciales sont au fondement du racisme » (NDLR).



qui me pose problème dans le rapport de la Cour des comptes, c'est le fait de ne pas interroger cet objectif d'attractivité.

Hervé Guéry : Heureusement qu'il y a une politique de la ville, sinon les quartiers seraient encore plus oubliés qu'ils ne le sont aujourd'hui dans les politiques publiques. Ses effets sont loin d'être négligeables dans la prise de conscience mais aussi dans les outils qui peuvent exister. Ça permet de réinterroger les politiques, ça permet de réinterroger nos politiques publiques. Pour autant, quand on regarde les moyens affectés pour les crédits de la politique de la ville, on se rend compte qu'ils sont relativement faibles et réduits. Il suffit de regarder l'impact qu'a pu avoir sur un seul arrondissement de Paris la disparition de l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune). Les indicateurs sont disponibles sur le site des impôts : quand on compare les montants donnés par les ménages soumis à l'ISF en 2017 et en 2018, on observe qu'il y a environ 250 millions d'euros d'impôts en moins pour ces ménages sur le XVI^e arrondissement de Paris. Si on fait le rapport avec les 500 millions d'euros donnés à la politique de la ville pour 6 millions d'habitants, on voit tout de suite les écarts. Donc on met de tout petits crédits, de tout petits moyens, face à des problèmes pour des habitants qui sont énormes. Sur l'enjeu des arrivées et des départs dans les quartiers, ce qu'on observe, c'est que ces derniers sont des espaces de solidarité et ont une fonction d'accueil des populations fragiles. Si on ne faisait que remplacer les logements sociaux dans les quartiers par de la copropriété beaucoup plus coûteuse, je crois qu'on aurait beaucoup de familles qui dormiraient à l'extérieur ou qui seraient dans des taudis.

Avec Renaud Epstein, on sera en désaccord sur cette question de l'effet quartier. À situation sociale équivalente, les habitants des quartiers ont plus de difficultés à avoir un parcours positif que les habitants des autres territoires. Cela englobe les questions de réussite scolaire, de parcours, d'orientation, d'insertion professionnelle, de chômage ou de discriminations. Cette question de l'effet quartier n'est pas anodine. Elle retrace ce qui fait la particularité de la politique de la ville et de ses enjeux. C'est-à-dire permettre aux habitants des quartiers qui n'ont pas les réseaux, qui n'ont pas les connaissances, qui n'ont pas forcément toutes les ressources que peuvent avoir les habitants d'autres territoires à situation sociale équivalente, d'avoir les mêmes chances. Du côté des points positifs, quand on prend le montant des revenus de transfert dans

les quartiers, il est plus faible que celui observé à l'extérieur des quartiers. On se rend compte qu'un habitant d'un quartier politique de la ville coûte beaucoup moins cher et a beaucoup moins de bénéfices de redistribution qu'un habitant d'un autre territoire. Et puis, quand on regarde la part des revenus du travail, là aussi la grande majorité des revenus professionnels viennent du travail. C'est-à-dire que l'emploi dans les quartiers, c'est la source essentielle de revenus des habitants. Il ne faut pas oublier que les habitants des quartiers paient aussi des impôts comme la CSG (contribution sociale généralisée). Cela fait partie de la contribution des ménages à la solidarité nationale. Tout ceci reflète l'importance du travail et l'importance de la politique de la ville. Cette dernière, par la levée des freins à l'emploi, des politiques autour de la mobilité, des modes de gardes, etc. permet aux habitants des quartiers de continuer à exercer leur activité professionnelle.

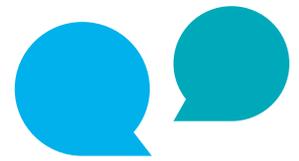
Leïla Khouiel : *L'économie nationale a-t-elle besoin des habitants des quartiers ?*

Renaud Epstein : Le premier confinement nous a rappelé que l'économie métropolitaine était hyper dépendante de ce néo-prolétariat concentré dans les quartiers, de ceux que Camille Peugny⁵ a appelé « les premiers de corvée ».

Hervé Guéry : L'économie a bien évidemment besoin des habitants des quartiers. La part de l'emploi y est très importante, si en plus on y intégrait l'emploi caché, on se rendrait bien compte que la part de l'activité de production officielle ou non officielle est considérable dans le revenu des habitants des territoires. On met souvent en opposition les revenus de redistribution, c'est-à-dire le RSA (revenu de solidarité active) ou autre, en disant que les habitants des quartiers sont plutôt intéressés par l'assistantat que par l'emploi. Or quand on regarde leur niveau moyen de rémunération, on voit qu'ils acceptent de travailler pour très peu, ce qui met en évidence la valeur travail pour eux.

Leïla Khouiel : *La crise sanitaire de la Covid-19 et les confinements ont mis en évidence les fragilités de notre société. Les inégalités de toutes sortes se sont fortement développées au cours des derniers*

⁵ Camille Peugny, sociologue, in « La colère d'avant le coronavirus s'est amplifiée », Marianne, 7 juillet 2020 (NDLR).



mois : inégalités de revenus, inégalités dans l'accès à l'éducation, dans l'accès au numérique, face au logement, la santé mais aussi inégalités territoriales. Une grande partie des difficultés sociales se retrouvent regroupées dans les quartiers de la politique de la ville. Selon vous, Hervé Guéry, les effets de cette crise ont produit et produiront une plus forte précarité dans ces quartiers les plus défavorisés. Même si les impacts semblent encore difficilement mesurables, à quoi doit-on s'attendre pour les quartiers prioritaires ?

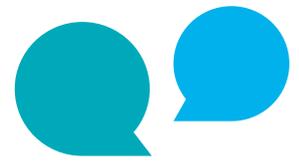
Hervé Guéry : On a travaillé sur les fragilités révélées par la crise. Prenons la question du surpeuplement des logements dans les quartiers politique de la ville. Sur Nantes Métropole, on observe que dans les quartiers prioritaires, on est à 50% d'enfants qui vivent dans des logements surpeuplés ; à Nîmes, on est à 70 % de logements surpeuplés dans les quartiers les plus fragiles. Il est grand temps de réfléchir à la question de la production de grands logements qui doit être un des enseignements à avoir dans les mois ou années à venir et à prendre sous le prisme de la logique environnementale. Si on prend un à un les indicateurs de fragilité révélés par la crise sanitaire, on se rend compte que les quartiers sont concernés par beaucoup d'entre eux, comme la fracture numérique par exemple. Beaucoup de collectivités ont distribué des tablettes et d'ordinateurs mais est-ce qu'on a regardé l'accès au réseau ? Ce sont encore les populations les plus fragiles qui vont être les moins équipées. Ce sont les populations qui vont payer le plus cher leur forfait et qui en même temps auront le plus faible accès au numérique. C'est valable pour le numérique comme pour bien d'autres domaines. Dans les quartiers, il y a un vrai travail à mener sur des éléments qui sont mis en évidence par la crise sanitaire actuelle et les impacts économiques et sociaux. Dans les quartiers, il y a des indicateurs qui montrent qu'en moyenne entre 40% et 50% des créations d'activité économique dans les territoires sont des activités de type auto-entrepreneur. Donc on a là, une population qui a été très fortement fragilisée durant toute la période du confinement et qui l'est encore aujourd'hui. Pour autant, on observe que le risque d'augmentation du chômage dans les quartiers populaires n'est pas aussi fort que ce qu'on a sur les autres territoires. C'est lié notamment au secteur d'activité. Tout ce qui événementiel, culture, loisir, est peu représenté dans les quartiers politique de la ville. Même chose pour les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme qui sont les principaux

secteurs concernés. Globalement, dans les quartiers, on retrouve les « premiers de corvée ». Ce sont des personnes qui ont des emplois essentiels et qui continuent à être activés aujourd'hui malgré la crise économique. Il y a une limite à apporter à la lecture des indicateurs, notamment celui de l'emploi : la réforme de l'indemnisation chômage amène énormément de jeunes à ne pas faire valoir leur inscription à Pôle emploi parce qu'il n'y a aucune indemnisation derrière.

Renaud Epstein : La pandémie a mis crûment en lumière l'ampleur du cumul des inégalités et des fragilités dans ces quartiers et le rôle du logement dans la production et la reproduction de ces inégalités en matière éducative, culturelle, numérique, etc. Elle a surtout mis en lumière l'inégalité la plus choquante : l'inégalité devant la vie. Le surpeuplement des logements et l'exposition au virus, via le marché du travail, expliquent les trois quarts de la différence de surmortalité liée au Covid-19 entre communes riches et communes pauvres. La question de la suroccupation des logements est donc majeure face à cette inégalité devant la vie, devant la possibilité de survivre. S'il y a une seule vertu de cette pandémie, c'est de nous rappeler que cette inégalité est cruciale. Or, s'il y a bien une thématique qui est mal saisie par la politique de la ville, c'est la santé.

Leïla Khouiel : *Les quartiers populaires ont fourni et fournissent le gros des troupes face à l'épidémie de Covid-19. C'est ce que vous avez soulevé, Renaud Epstein, dans une analyse avec Thomas Kirsbaum publiée sur le média AOC en avril 2020. Et d'ajouter : « Il n'est donc pas interdit d'espérer qu'à la "guerre sanitaire" succédera une bataille politique et sociale, pour que leurs habitants ne soient plus considérés comme une menace, mais voient leurs mérites reconnus et les risques disproportionnés qu'ils encourent enfin pris en compte ».*

Renaud Epstein : Première vague, premier confinement, on nous parle beaucoup de la Seine-Saint-Denis. Pourquoi ? Pour une seule raison : nous n'avions pas de données sur la mortalité et les contaminations à une échelle autre qu'une échelle communale, nous étions dans l'incapacité de donner à voir ce qui se passait dans les quartiers. Nous le sommes toujours un an après la première vague. En revanche, je suis



capable de vous dire à l'échelle du bloc d'immeuble à New York, à l'échelle du micro ilot à Londres quels ont été les taux de contamination et la surmortalité. En France, toujours rien. Nous avons des données à l'échelle communale, et donc par agrégation à l'échelle départementale, et donc Seine-Saint-Denis. La Seine-Saint-Denis, c'est une manière dans le débat public de parler des quartiers. Toujours est-il qu'il y a bien eu pendant la première vague, après un petit moment de stigmatisation des quartiers, quand les chiffres ont commencé à sortir, un bout de sollicitude publique, des remerciements à l'égard des premiers de cordée. Ensuite, déconfinement, et on oublie tout, on n'en parle plus. Jusqu'aux annonces du Premier ministre, tout le débat sur les quartiers a été polarisé sur les questions du communautarisme et du séparatisme.

Leïla Khouiél : *Comment les acteurs de la politique de la ville se saisissent-ils de toutes ces nouvelles problématiques sociales liées à la crise sanitaire dans leur territoire ?*

Hervé Guéry : On a des acteurs qui sont très mobilisés mais aussi très inquiets de ce qu'il se passe dans les quartiers. Pendant la période du confinement, on a quand même eu de nouvelles formes de solidarité comme des partages d'imprimante pour que les enfants puissent avoir accès aux devoirs. Il y a eu aussi toutes ces expériences autour de la distribution alimentaire où des personnes travaillant dans le domaine de la restauration se sont mises à faire des repas pour les personnes les plus fragiles. Face à des seniors qui étaient souvent ceux en situation d'implication dans les réseaux de solidarité et qui ont dû se mettre de côté pour des raisons évidentes de risques, on a vu des jeunes prendre la place et tout un ensemble d'innovations dans les territoires. Il y a plein d'expériences qui naissent aussi aujourd'hui sur les questions d'ordre alimentaire par exemple avec des fermes urbaines ou des jardins partagés. Toutes ces solidarités ne répondent pas à elles seules aux besoins, loin de là, mais il y a là un intérêt fort à la prise en compte de ces nouvelles problématiques. Autour de l'enfance et de l'adolescence, il y a encore beaucoup de choses à inventer. Quand on parle d'égalité des chances, je pense à l'accès à l'éducation. Quand on est sur des voies professionnelles, le stage est vraiment fondamental, qui plus est dans un contexte où il n'y en a plus du tout de disponible. Et quand on n'a pas le réseau, quand on n'a pas le soutien, inévitablement dans les quartiers on voit des enjeux liés à la crise qui prennent une autre dimension et qui pourraient très fortement pénaliser les jeunes des quartiers.

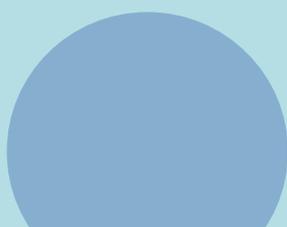
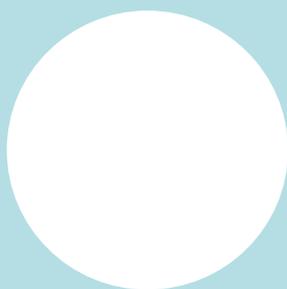
Leïla Khouiél : *Doit-on penser ou repenser la géographie prioritaire ?*

Hervé Guéry : Ce que je trouverais intéressant, c'est qu'il y ait une réflexion autour de ce qu'on veut au travers de la politique de la ville. Quelles sont les priorités qu'on développe ? Quels types d'indicateurs met-on en œuvre ? Ça ne me dérange absolument pas que ces indicateurs soient révisés beaucoup plus fréquemment que tous les 6 ans. Mais ça permet d'avoir une vraie photographie, une observation qui ne soit pas seulement basée sur des rapports de force entre élus locaux et un État central. En 2014, on a pris un seul indicateur qui est celui du niveau de vie. On a fait un choix fort qui explique beaucoup ce qu'on cherche à travers la politique de la ville. Ce n'était sans doute pas le plus intéressant ni le seul qu'il aurait fallu retenir, il n'en demeure pas moins qu'il avait au moins cette fonction un peu d'objectivation pour l'État, qui n'a pas cédé par rapport à des demandes d'élus.

Renaud Epstein : Une géographie prioritaire, pour quoi faire ? On pourrait tout à fait avoir une politique de la ville sans géographie prioritaire, comme l'Angleterre entre 1998 et 2012, qui a eu une politique de la ville aussi ambitieuse que la nôtre sans QPV mais avec des indicateurs sur l'ensemble des équivalents en France des IRIS. L'Angleterre ciblait 15-20 % des IRIS qui ont un indicateur statistique d'exclusion le plus bas. Au-delà de la géographie prioritaire, j'attire votre attention sur la question de la contractualisation. La politique de la ville, c'est historiquement un contrat pour mettre tous les acteurs autour de la table. Or, la disparition de contrat dédié à la politique de la ville me semble constituer une menace et un problème. Vous l'aurez compris, cette question de la géographie prioritaire n'est pas majeure aujourd'hui. [...] Je défends une géolocalisation des crédits qui ne soit pas centrée sur les quartiers mais qui porte sur l'ensemble des territoires. À ce moment-là, on pourra objectiver le fait qu'il n'y a pas un abandon de la supposée « France périphérique » et qu'on ne déverse pas des milliards sur les quartiers. Le risque, encore une fois, avec cette approche par la géographie prioritaire et les effets d'annonce, c'est de donner cette impression-là. Peut-être que la sortie de la géographie prioritaire sera un moyen. En tout cas, je veux bien qu'on discute d'une réforme de la géographie prioritaire mais ce n'est pas à l'ordre du jour. Personne ne le demande véritablement. Si on doit choisir des combats, choisissons des combats qui me paraissent plus potentiellement gagnables, au moins des petites victoires.



Propos recueillis par
Leïla Khouiel



RÉSEAU NATIONAL DES CENTRES DE
RESSOURCES POLITIQUE DE LA VILLE
15 rue Catulienne
93200 Saint-Denis
www.reseau-crpv.fr